

Al-Qaïda, l'État islamique et la transformation de la violence politique postmoderne

Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou

La question de « repenser », lorsqu'il s'agit du monde arabe ou du monde musulman, est traditionnellement posée en sciences sociales occidentales dans un contexte analytique de nouveauté attendue, de transformations tardives et de changements donnés sous le sceau d'une histoire « particulière » et « problématique¹ ». Cet exercice avance, dès lors, au rythme d'une énumération d'éléments présentés sous le sceau du « bouleversement » ou de « balbutiements » endémiques. Dans cette optique, cette région du monde ne serait « plus la même » après la crise de Suez en 1956, suite à la guerre arabo-israélienne de 1967 ou celle de 1973, au lendemain de la révolution iranienne de 1979, la Guerre du Golfe en 1991, les attaques du 11 septembre 2001 et les printemps arabes de 2011, tant et si bien que l'on se demande quelle est la nature intrinsèque de cette aire, et quand elle aurait été « la même ». Loin de telles approches exceptionalisant cycliquement l'actualité d'une région du monde, s'impose plus simplement et plus pertinemment une triple notion de circulation, d'interconnexion et interdépendance, et partant de l'évolution historique de la place du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord au sein des relations internationales contemporaines.

Une première somme d'observations, qui procède de dynamiques esquissées au cours des décennies depuis les indépendances, et celle du

1. Une version initiale de ce chapitre a été publiée dans *Relations Internationales* volume 172, numéro 4, 2017, p. 3-14. Remanié et augmenté, le texte est reproduit avec l'aimable autorisation de la revue.

télescopage de la déshérence, des banques de colère et de la violence résultant de la capacité d'acteurs non étatiques à agir de façon conséquente. Tout à la discussion du « nouveau Moyen-Orient », de « la fin de Sykes-Picot » et autre « fin du Moyen-Orient américain », c'est bien plus l'autocapacitation des acteurs non étatiques (groupes armés, sociétés civiles, individus mondialisés) – nouvelles forces vives de ces relations internationales desserrées, respatialisées et réorientées à l'écart de l'État – qui consacre la transnationalisation grandissante du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, et partant de la grammaire des relations internationales elles-mêmes. Ces qualités – certaines visibles, d'autres en gestation – sont avec nous et, on peut en faire l'hypothèse, président désormais aux destinées des relations internationales classiques qui vivent aujourd'hui une forme de schizophrénie : la posture déclamatoire stato-centrée, stato-définie et stato-réglémentée est partout contredite par la réappropriation du pouvoir par d'autres acteurs ; médias omniprésents, citoyens investigateurs, sociétés irrédentistes, marchés financiers hors de contrôle, oligarchies médiatiques politisées et groupes armés aux velléités d'étatisation. Dans un tel contexte, la saga de l'organisation de l'État islamique (EI) entre 2013 et 2017 met en exergue deux questions qu'il faut distinguer, à savoir, d'une part, l'historique de l'EI lui-même, une trajectoire qui s'inscrit dans un parcours plus vaste entamé auparavant par une autre organisation, al-Qaïda, entre 1989 et 2011 et, d'autre part, la question plus large de la place qu'occupent les groupes armés non étatiques dans des relations internationales en mutation depuis la fin du xx^e siècle. Si les deux questions sont liées, le premier micro-récit a trop souvent occulté les enseignements plus larges qu'il faut tirer, et la trajectoire de ces deux groupes – parmi les plus importants dans l'histoire de la violence politique – souffre un déficit analytique et une absence de conceptualisation.

Dire le terrorisme contemporain, c'est cerner l'enchâssement de questions évolutives de la sorte. Or, une pensée unique est trop facilement venue enserrer la question du terrorisme et la discussion de ce qu'il recèle, d'où il provient et ce qu'il traduit a été simplifié. Les contradictions de ce *storytelling* trop huilé et en apparence désidéologisé abondent : la terminologie est imprécise (tel acte est qualifié de terrorisme, un autre similaire ne l'est pas), les motivations sont excessivement simplifiées (essentialisées autour de la religion, même lorsque celle-ci est, à l'examen, secondaire ou superficiellement théâtralisée) et le contexte amputé de ses soubassements historiques (lus dans une perspective confinée aux épisodes les plus récents). Arc-boutés de la sorte sur les questions de définition (otage

d'une subjectivité qui préside en la matière), de religion (seul le terrorisme islamiste est visible) et de « nouvelle vague » (chaque nouvel épisode serait indicateur d'un « profil »), les sciences sociales occidentales ont volontairement appauvri leur compréhension d'un des phénomènes sociopolitiques les plus importants de notre époque. À penser, de la sorte, le terrorisme au singulier, la *reductio ad islamum* et l'incessante nouveauté, de telles approches ont privé États et sociétés, enseignants et étudiants, d'outils plus intelligents pour faire sens des nuances nécessaires, mais elles ont surtout assis un anhistoricisme fort problématique.

Forme d'une violence politique qui n'a pas la légitimité que confère la guerre, le terrorisme est aujourd'hui avant tout un révélateur d'un « moment historique » des mutations de la contestation à la fin du xxe siècle et au début du xxie siècle. Dans un tel contexte, de quoi al-Qaïda et l'État islamique ont-ils été les noms ? Non pas donc le récit réductionniste, désormais trop familier, sur « le terrorisme », un narratif appauvrissant notre capacité à conceptualiser la nature des formes de violences contemporaines, mais, au-delà plutôt un défi de construction de matrices de lectures mises à jour face à de nouvelles formes de conflictualités postmodernes et post-mondialisées qui nécessitent une historicisation plus élaborée que le narratif sécuritaire. Le propos central de la présente réflexion est le suivant : les sciences sociales, généralement, et les relations internationales eurocentriques, plus précisément, ont, pour l'heure, été incapables de cerner la nature des transformations systémiques introduites par les deux groupes liés mais différents que sont al-Qaïda et l'État islamique. Confinées à des approches alternativement sécuritaires (pour ne pas dire policières), informées de façon culturaliste (pour ne pas dire orientaliste) et distillées sur un mode médiatique (pour ne pas dire théâtral), les analyses universitaires de ces nouvelles formes de violences dénotent un déficit conceptuel qui s'est joué sur le mode de l'impasse.

Phénomène éminemment moderne qui naît au dix-neuvième siècle avec les Nihilistes russes dans le contexte de la révolution industrielle, l'urbanisation accélérée et l'expansion du projet colonial, le terrorisme connaît un regain d'acuité aujourd'hui parce que des transformations proches de ce contexte fondateur de modernisation et de modernité se sont manifestées. Plus de trente ans après la formation d'al-Qaïda, vingt ans après son fait d'armes le plus spectaculaire, plus d'une décennie et demie après sa dernière grande opération à Londres en 2005 et alors que l'EI l'a fait apparaître vieillotte et dépassée, nous sommes entrés désor-

mais résolument dans un nouvel âge terroriste² marqué par la fluidité des réseaux, la déterritorialisation et la capacitation tactique amplifiée par les nouvelles technologies. Récurrence du terrorisme, mutation du terrorisme, la cause est entendue. Mais elle ne l'est précisément pas puisque la lecture ambiante offerte est celle de la thanatologie et de l'ancrage pseudo-religieux des groupes. Pour comprendre la Fraction Armée rouge (Bande à Baader) ou les Brigades rouges, il faudrait se pencher sur les conditions sociétales de l'Allemagne et l'Italie de l'après-guerre et du malaise ambiant dans ces sociétés durant les années 1960 et leur relation avec leurs jeunesses. Pour comprendre al-Qaïda et l'État islamique, nous sommes invités à lire le Coran. Au-delà d'un tel exceptionnalisme culturel, chaque nouvelle vague est vécue dans l'oubli. Sans que les questions de fond soient posées (et donc traitées cumulativement), des experts autoproclamés font que le citoyen se perd dans des constats paniques d'instantanéité indifférenciée. Ce prêt-à-penser sécuritaro-culturaliste (dés)informe également des discours officiels sourds à une réalité empirique changeante et qui parlent invariablement de désespoir, d'analphabétisme, de « lavage de cerveau » par tel ou tel prédicateur gourouesque et de pauvreté comme facteurs causals, alors même qu'historiquement le phénomène terroriste est souvent le fait de bourgeois et que « sa logique stratégique est politique³ ». Vidé de son sens, le terrorisme peut être décliné au singulier – la « menace terroriste » – alors qu'il n'est que formes plurielles. *Comprendre* l'EI, c'est donc examiner la profondeur de ce contexte historique puis consigner un

2. David C. Rapaport avait parlé de quatre « vagues ». Son argument a été présenté dans trois versions successives entre 2001 et 2004. La première est « The Fourth Wave of Terror: September 11 and the History of Terrorism », *Current History*, 100, 650, 2001, p. 419-424. Rapaport avait, par la suite, publié une mise à jour, « The Four Waves of Modern Terror: International Dimensions and Consequences », dans Jussi Hanhimäki et Bernard Blumenau (dir.), *An International History of Terrorism – Western and Non-Western Experiences*, London, Routledge, 2013, p. 282-310. Voir, enfin, sa réponse aux critiques faites au concept de « vagues », dans « It is Waves, Not Strains », *Terrorism and Political Violence*, 28, 2016, p. 217-224. La notion de vagues rend compte de façon utile de la cyclicité des différents âges du terrorisme. Nous considérons, néanmoins, que la « quatrième vague » de Rapaport met un accent excessif sur le rôle du religieux, et qu'elle est limitée à une période relativement courte durant les années 1980. Plus en avant, nous proposons d'ajouter désormais une cinquième vague que l'on qualifiera de « terrorisme transnational » et qui se joue depuis les années 1990.

3. Voir, notamment, le travail de Robert Pape, *Dying to Win – The Strategic Logic of Suicide Terrorism*, New York, Random House, 2005 ; et, avec James K. Feldman, *Cutting the Fuse – The Explosion of Global Suicide Terrorism and How to Stop it*, Chicago, University of Chicago Press, 2010.

arc évolutif spécifique à l'EI entamé par la révolution al-Qaïda. Plusieurs années après l'entame de cette discussion, et alors qu'al-Qaïda puis l'EI sont successivement devenues « la principale menace à la paix et à la sécurité internationale », pour reprendre la phraséologie du Conseil de sécurité des Nations unies, et ce, au Nord comme au Sud, l'incertitude analytique, voire la confusion, persiste quant à la nature exacte, clinique, de ces entités ?

Deux facteurs ont, initialement, facilité cette imprécision. D'une part, l'analyse de ces groupes n'a pas été, au départ, installée dans un canevas scientifique mais principalement politique et médiatique, dominé, ainsi, par les *policy-makers* (preneurs de décisions politiques) et les journalistes. Tôt définis aux États-Unis et repris en chœur mondialement, les termes de l'analyse convenue ont ainsi été mis dans une logique de « récit » (une histoire qui serait racontée par des conteurs qui en maîtriseraient les épisodes et développements, là où l'incertitude et la nouveauté dominant), c'est-à-dire, plus en avant, de réification d'acteurs *changeants* à partir de certitudes *statiques*, fondamentalement peu vérifiables. D'autre part, l'analyse a été dominée par une lecture émotionnelle, et non cliniquement scientifique. Peur et haine de ces groupes terroristes poussent ainsi vers une analyse qui cherchait toujours à « fermer » le récit (*closing the narrative*), le faire aboutir à une conclusion (qui serait bien entendu un *happy end*). Ces deux lignes forces de la non-analyse – la politisation et l'émotionnalisme – ont été puissantes, comme elles déterminent aujourd'hui encore comment le grand public comprend ou ne comprend pas l'animal al-Qaïda/EI (mais aussi al-Qaïda au Maghreb Islamique, al-Qaïda dans la péninsule arabique, Boko Haram au Nigeria, Al Shabaab en Somalie, etc.). Ces approches ont également imprégné les sciences sociales d'une lecture qui en dit long sur notre époque et sur son impatience avec la complexité que l'on rencontre à l'étude, et non l'observation, d'organisations terroristes transnationales innovantes. Doit-on alors chercher la clé de l'énigme de cette al-Qaïda, qui enfantera l'EI, dans l'expérience cumulative des mouvements islamistes du xx^e siècle ou plutôt dans la coïncidence historique du groupe originel de Ben Laden avec l'avènement de la mondialisation, comme donc mouvement hybride. Au-delà, al-Qaïda hier et l'EI aujourd'hui pointent du doigt une nécessaire relecture de la conceptualisation des relations internationales face à une pratique de la violence objectivement nouvelle – à savoir la délocalisation d'une projection de la violence transnationalisée.

Militarisation de l'islamisme

Depuis les nihilistes russes et les anarchistes ouest-européens de la fin du xix^e siècle, le terrorisme que le monde a connu à travers ses différentes incarnations avait toujours eu deux caractéristiques fondamentales : (i) un terrain d'activité essentiellement centré sur ou venant d'une aire territoriale circonscrite ; et (ii) une utilisation de la violence qui, paradoxalement, dépendait ultimement plus de l'initiative de l'autorité étatique combattue (e.g., le Tsar en Russie, l'armée coloniale française, le gouvernement allemand d'après-guerre, les forces spéciales paramilitaires argentines ou algériennes) que celle du groupe terroriste lui-même. Ces deux aspects – la contiguïté et la réactivité – nous donnent une clé centrale : jusqu'à al-Qaïda tout terrorisme était local. Étudiants russes visant le Tsar ; groupes sionistes attaquant l'occupant britannique en Palestine ; nationalistes algériens résistant à l'armée coloniale française ; jeunesses révolutionnaires italiennes ou allemandes menaçant leurs sociétés respectives ; militants chrétiens, musulmans ou juifs ciblant ceux qu'ils considèrent « infidèles » ou dangereux. Il y a là une relation indélébile, caractéristique essentielle des terrorismes des xix^e et xx^e siècles, qui s'illustre de façon chronique jusqu'à al-Qaïda. Invariablement, les groupes sont liés à leur locus originel. Certes, il y a une forme de déterritorialisation embryonnaire durant notamment les années 1970, mais celle-ci ne remet pas en cause cet axiome. Ainsi, si des Palestiniens prennent en otage des athlètes israéliens à Munich en 1972, c'est pour envoyer un message à propos de l'occupation de la Palestine ; et si des révolutionnaires allemands détournent un avion jusqu'en Somalie en 1977, c'est tout autant par rébellion par rapport au malaise sociétal traversant leur nation une génération après l'Holocauste. Ce qui importe réellement pour le terroriste dans ce mode, c'est l'impact sur son terrain de départ.

La naissance en août 1988 du premier groupe armé transnational non étatique, al-Qaïda, altère fondamentalement cette séquence et nous fait entrer de plain-pied dans le terrorisme à venir du vingt et unième siècle. Nous assistons alors à un changement de paradigme et l'action initiale d'al-Qaïda telle qu'elle émerge constitue une mise à jour consciente du recours à la violence politique – l'innovation passant par la projection transnationale du mode opératoire. Le groupe introduit ainsi une formulation explicite de ce projet de déplacement physique et conceptuel ; « *min al 'adou al qarib ila al 'adou al ba'id* » (de l'ennemi proche [c'est-à-dire les régimes dictatoriaux arabes] à l'ennemi lointain [soit les gouverne-

ments impérialistes occidentaux]) est-il expliqué dans ses premiers textes. al-Qaïda traverse ensuite les vingt-cinq années suivantes en évoluant sur trois périodes que l'on peut organiser de la sorte : (i) émergence graduelle durant les années 1990 dans un contexte mondial de nonchalance des observateurs politiques et de non-compréhension de sa létalité à venir ; (ii) centralité durant les années 2000, sans à nouveau que l'on arrive à fixer ce qui demeure par essence une entité agile et innovante (comme l'illustre l'introduction des « franchises » entre 2004 et 2009) ; et (iii) évanescence durant les années 2010 s'installant comme mode d'influence diffuse sur le long. En d'autres termes, Oussama Ben Laden aura légué au monde non pas une organisation, al-Qaïda, mais un mouvement, « Al Qaidisme ». Aussi, la caractéristique d'al-Qaïda – si l'on doit en retenir une – est non pas sa longévité ou sa résistance mais son adaptabilité et sa capacité d'innovation. Deux caractéristiques que l'EI fera tout autant siens. Le récit d'une al-Qaïda apocalyptico-thanatopolitique aurait été confirmé par une inflexibilité stratégique de sa part. Or, c'est précisément l'inverse qui se joue par la suite avec la décentralisation des opérations et la capacitation des franchises. Le résultat de cette évolution, qui fait le lit de l'État islamique, se décline, à partir de 2007 et le terrorisme post-al-Qaïda (paradoxalement porté par al-Qaïda elle-même) se révèle être principalement l'introduction de la privatisation du terrorisme. Mal conceptualisé sous le vocable « loups solitaires » (ils ne sont précisément jamais isolés et ne se départent jamais d'une logique de groupe, même lorsqu'elle est distendue), le phénomène est plus précisément ce que nous avons nommé la « démocratisation du terrorisme⁴ » dont les cinq caractéristiques principales nous poserons ici comme étant : (i) l'expansion sociétale du recours au terrorisme, (ii) l'autoradicalisation sur le mode héroïco-punitif, (iii) l'usage actif et innovateur des technologies de l'information, (iv) la symbiose entre la violence physique et la violence symbolique se déplaçant du champ de bataille à l'espace de bataille et (v) l'autocapacitation organisationnelle. Cette dynamique s'est illustrée à la fin des années 2000 et au début des années 2010 avec une série d'actions majeures quasi annuelles comme ce fut le cas avec les opérations menées ou tentées par David Headley à Chicago en novembre 2008, Nidal Malik Hasan à Fort Hood au Texas en novembre 2009, Omar Farouk Abdulmutallab à Amsterdam en décembre 2009, Colleen LaRose

4. Voir Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, *Understanding Al Qaeda – Changing War and Global Politics*, Londres, Pluto, 2011, et *A Theory of ISIS – Political Violence and Global Order*, Londres, Pluto, 2017.

en Pennsylvanie en mars 2010, Faisal Shahzad à New York en mai 2010, Anders Breivik en Norvège en juillet 2011, Mohamed Merah en France en mars 2012, Dzhokhar et Tamerlan Tsarnaev à Boston en avril 2013 et Chérif et Saïd Kouachi en France en janvier 2014. De nombreux cas suivront par la suite en 2015-2021.

Les difficultés à « lire » al-Qaïda et l'EI sont, à cet égard, particulièrement paradoxales et révélatrices. Pour plusieurs raisons, les mouvements auraient dû être des manifestations de violence correctement (c'est-à-dire scientifiquement) cernées. Premièrement, très descriptive dans ses premières années, la « terrorologie » a gagné en sophistication conceptuelle et des travaux plus systématiques (ceux de Louise Richardson et Magnus Ranstorp, notamment) avaient apporté des contributions qui auraient pu servir de base plus riche à l'analyse des deux groupes. Cela n'a été le cas. Selon une première lecture dominante durant les années 2000, il faut ainsi, pour comprendre l'EI, non pas se pencher sur les modes opératoires des groupes terroristes mais sur la culture arabo-islamique. Un collègue d'experts improvisés a vu le jour ; orientalistes recyclés et jeunes chercheurs arabisants ou arabes (contractés sur une base identitaire et non intellectuelle) décodant les rythmiques des *chat rooms* islamistes. Ainsi, aux États-Unis, en 2002-2005, on met en scène un casting des Abou Zaid, Mollah Omar et autres Khaled Cheikh Mohamed oubliant que c'est la nature même du commando de Hambourg (responsable des attentats du 11-Septembre) qui est la réelle nouveauté. Plus tard, cette matrice est reprise en France avec un casting régionalisé des Mokhtar Belmokhtar, Abdelmalek Droukdel et autres Abdelhamid Abou Zaid au Sahel. Une telle « *Far Westisation* » de la scène d'une violence née de conflits spécifiques au Levant ou Sahel est, de plus, transposée aux banlieues occidentales. En vérité, les sciences sociales ont raté l'occasion de développer des outils analytiques pour comprendre la signification historique de ce qui n'est pas n'importe quelle violence. Il faudra attendre les épisodes à répétition du terrorisme de suprématie blanche aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et en Europe en 2019-2021 pour que les experts revisitent ce paradigme culturaliste et cette cécité analytique⁵. L'observation de la violence politique postmoderne révèle aujourd'hui que la spécificité d'al-Qaïda puis de l'EI résulte de la coïncidence entre, d'une part, un projet non accidentel et pensé de la part de militants islamistes de projeter à partir de la fin

5. Voir, par exemple, Martha Crenshaw, « The Next Terrorist Threat: I've Studied Terrorism for Over 40 Years. Let's Talk about What Comes Next », *The New York Times*, 10 février 2021, p. A23.

des années 1980 leur recours à la violence politique mondialement, et, d'autre part, la matérialisation, durant les années 1990, des conditions et des patterns de la mondialisation qui permettent à ces groupes de mener à bien leurs projets subjectifs en les dotant, objectivement, d'un environnement capaciteur.

Indigénisation du transnationalisme

Comment alors décoder l'équation EI ? Au-delà de la matrice régionale historique de la *fitna* (qui concerne les dynamiques transsociales), du legs du fait colonial (qui projette ces dynamiques au niveau transnational) et de la quête de l'authenticité (*asala*) qui passe par des dynamiques de disqualification (*takfir*) – tout puits de sens qu'elles sont – une considération excessive des logiques intra-islamistes nous fait perdre de vue l'essentiel, à savoir la mutation du contexte de conflit mondial au cours des soixante-dix ans écoulés (le monde musulman n'est pas un îlot ou ces conflits postcoloniaux se joueraient sans être affectés par l'évolution de cette conflictualité). Les discours sécuritaires ambiants, au Nord comme au Sud, parlent « d'ennemi » qui aurait changé, manquant voir que c'est l'ensemble de l'architecture sécuritaire mondiale (extraterritorialité, drones, sociétés militaires privées) qui a subi une transformation, notamment l'affaiblissement de la matrice étatique, qui va jusqu'à la désétatisation et la prolifération d'espaces « non-gouvernés » et la capacitation des acteurs non étatiques définissant de nouveaux imaginaires⁶. Il faut donc raisonner en termes de catégories universelles permettant une analyse comparative et contextualisée historiquement. De même, il importe d'interroger la terminologie « jihâdiste » – assise plus journalistiquement que scientifiquement – qui aboutit à perpétuer un exceptionnalisme de ces mouvements, leurs natures et causes, là où nous avons à la fois des aspects communs et des aspects atomisés. Ainsi, ces lectures ont empêché de voir que le mode d'action qui a émergé avec l'EI est en passe d'introduire un changement qualitatif dans le type de terrorisme qui risque de se manifester au cours des décennies à venir.

6. Anne L. Clunan et Harold A. Trinuknas (dir.), *Ungoverned Spaces – Alternatives to State Authority in an Era of Softened Sovereignty*, Redwood City, Californie, Stanford University Press, 2010 ; et Diane E. Davis, « Non-State Armed Actors, New Imagined Communities and the Shifting Patterns of Sovereignty and Insecurity in the Modern World », *Contemporary Security Policy*, 30, 2, août 2009, p. 221-245.

L'EI est donc deux choses avant tout : (i) *la militarisation de l'islamisme* et (ii) *la transnationalisation du terrorisme*, mais il recèle également une troisième dimension, à savoir *le dépassement d'al-Qaïda vers une violence politique postmoderne*. Formellement fondé en avril 2013, l'État islamique d'Irak et du Levant (EIIL), renommé simplement l'État islamique (EI) en juin 2014, mais ayant une filiation remontant à 2005 en tant que groupe allié à al-Qaïda – al-Qaïda fi bilad al-rafidayn (al-Qaïda au Pays des Deux Fleuves, à savoir, le Tigre et l'Euphrate) soit al-Qaïda en Irak – sous la direction d'Abou Moussab al Zarqawi, l'EI, tel qu'il se positionne en 2013 est effectivement caractérisé par un projet explicite de transcendance d'al-Qaïda mais ceci s'accompagne d'un paradoxe conséquent. L'exceptionnalisme de l'EI est né des actions du plus indépendant des lieutenants d'Oussama Ben Laden avant d'être successivement mis sur orbite par des militants islamistes irakiens aguerris qui ont recalibré l'action du groupe localement puis se sont émancipés de la tutelle de leur matrice originelle. Une telle *indigénisation du transnationalisme* al-qaïdien aura, ainsi, par la suite produit une transformation incertaine d'une organisation hybride qui tente une avancée mondiale tout en étant, de façon inhérente, liée au territoire irakien et syrien où elle opère. Et c'est là tout le paradoxe d'un EI qui, bénéficiant du plus grand contexte historique d'islamisme transnational, se projette de façon éminemment locale. La posture de l'EI se révèle donc singulière. Son ultra-violence, son utilisation efficace des moyens de communication et la jeunesse de sa soldatesque ont constitué les soubassements de son avancée entre 2013 et 2015. En même temps, sans la fragile alliance avec les tribus sunnites en Irak, radicalisées par le néoautoritarisme de l'ancien Premier ministre Nouri al Maliki et de la répression des milices chiïtes, et la présence, en Syrie, de divers autres groupes compétiteurs, islamistes (Jabhat al Nosra, Ahrar al Chaam) et non-islamistes (Armée syrienne libre), opposés au régime de Bachar al Assad, l'émergence de l'EI se serait probablement articulée autrement plus difficilement. La prise de Mossoul par l'EI le 11 juin 2014 a représenté à la fois la culmination d'un *blitzkrieg* entamée par l'État islamique à l'hiver 2013 en Irak et en Syrie, comme elle a constitué le prélude à une phase stratégique plus importante en vue de l'extension du contrôle du groupe sur ces aires et au-delà. Avec extrême brutalité, agilité napoléonienne et sans considération pour les déclarations, à son sens inconséquentes, de ses ennemis, l'État islamique a transformé, à lui seul, le paysage politique et sécuritaire du Moyen-Orient en ce début de XXI^e siècle. Faisant face à une coalition internationale sur deux fronts, soutenue par les combattants kurdes peshmergas, déployant un drapeau désormais reconnaissable sur un

territoire enjambant deux pays, comptant une « armée », l'État islamique s'est positionné en un laps très, trop, rapide comme, en tout état de cause, le groupe armé non étatique le plus puissant et le plus ambitieux de l'histoire jusqu'à la perte de Mossoul et Raqqa fin 2017. Un examen historique circonstancié et clinique du groupe levantин révèle une stratégie évolutive depuis la prise de Mossoul en juin 2014 qui aura progressé de façon linéaire sur trois cercles concentriques ; en « Syrak » dans les villes que tiendra l'EI à cheval entre la Syrie et l'Irak, dans la région moyen-orientale et nord-africaine puis internationalement avec en particulier les attaques visant la France, la Belgique, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les États-Unis et la Russie. Après Mossoul, l'EI faisait face au défi de la gestion de son succès militaire (32 000 soldats irakiens avaient pris la fuite). Précisément à ce stade, l'EI envisagea alors une stratégie qui s'est traduite par la matérialisation de trois grands axes : la communication et le contrôle des territoires et ressources obtenues, le développement d'une capacité de résilience et l'expansion sur de nouveaux fronts, notamment en Libye et au Sinaï. Le premier aspect de la phase post-Mossoul de l'EI s'était illustré d'abord par une campagne médiatique de grande ampleur suivant laquelle le groupe a multiplié des messages pour « annoncer au monde » son arrivée. Durant l'été 2014, une série de vidéos ultra-professionnelles d'un genre et style nouveau, en rupture avec l'amateurisme des groupes compétiteurs ou prédécesseurs, a ainsi vu le jour pour, d'une part, montrer les actions de l'organisation et, d'autre part, attirer des « combattants » de par le monde, ce qui fut suivi de résultats avec l'afflux rapide de plusieurs milliers d'individus provenant d'horizons divers. Dans le même temps, et toujours afin d'asseoir son contrôle, le groupe a cherché à obtenir le ralliement des différents groupes islamistes extrémistes actifs internationalement. N'ayant cure du désaveu d'une al-Qaïda, frustrée et irritée de voir une de ses propres « franchises » prendre une telle ampleur, l'EI obtint rapidement l'allégeance de trente et un groupes de par le monde, du Pakistan au Nigeria en passant par l'Ouzbékistan, l'Algérie et l'Égypte.

Dans le même temps, et tirant les leçons précisément des pertes qu'avait connues al-Qaïda en Afghanistan en 2001-2002, l'EI s'est, deuxièmement, attelée à se donner les moyens de s'inscrire dans la durée. Déclinant son tropisme d'« État » au-delà de l'aspect théâtral et peu conséquent qu'en avait donné, par exemple, al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) lors de sa prise des villes du nord Mali en 2012 ou, plus tôt en 2004-2007, les Shabaab en Somalie, l'EI a surpris à nouveau en administrant relativement efficacement de larges zones au nord à la fois de l'Irak et de la Syrie. Prélèvement de taxes, reconstruction de routes, fonctionnement de

services bancaires, remise sur pied de points Internet et diffusion d'ouvrages scolaires ont accompagné les exécutions publiques et autres exactions. Contrôle coercitif du territoire, administration de la population et usage de la violence, certes non légitimement monopolisé ; attributs factuels d'un processus de construction d'État tel que le groupe, qui annonce aussi vouloir frapper monnaie en novembre 2014, le répéta et mis habilement en scène dans un récit qui s'imposa *de facto* face à des autorités étatiques irakiennes et syriennes absentes ou en déliquescence. Troisième volet de la stratégie létale visiblement pensée de l'État islamique, l'ouverture de fronts additionnels représenta une synthèse des deux volets précédents, à savoir une campagne d'expansion inscrite dans l'urgence et soutenue par une « économie de guerre », nourrie par la vente de pétrole au marché noir, le recel d'objets d'antiquités et la mainmise sur les liquidités dans les banques des villes conquises. L'important matériel militaire américain récupéré sur les troupes irakiennes permit ainsi au groupe de lancer des opérations sur des fronts secondaires, Cherchant toujours à « maintenir l'ennemi éparpillé », comme l'exprimait en 2004 un Ben Laden version Sun Tsu, l'EI multiplia en 2015-2017 ses attaques à la fois régionalement et internationalement, avant de devoir plier, à l'automne, face aux avancées de la coalition internationale.

Entrepreneurs de violence postmoderne

La matérialisation de l'État islamique en 2013-2017 fut une indication d'une transformation en cours des relations internationales. Non pas une aberration au milieu d'un ordre international qui serait simplement perturbé ou simplement sujet à la « mobilisation de la puissance coercitive américaine⁷ », cette entité, à la suite d'al-Qaïda, est un élément parmi d'autres, révélateur d'un changement en cours. Aussi, parle-t-on de « forces déstabilisatrices » et de « menaces transnationales » qu'il faut détruire pour pouvoir revenir à la normalité d'un système en ordre – vœux pieux ou chimère anachronique. Le monde ne pouvait déjà plus être le même au lendemain de cinquante ans de bipolarité ; en 1989, année de la naissance du parent de l'EI. Le monde ne pouvait certainement plus être le même après le 11-Septembre. La question n'est

7. Boris Le Chaffotec, « Chercher, Construire et Combattre l'Ennemi : Pour une Nouvelle Historicité de la Guerre contre le Terrorisme », *Relations Internationales*, octobre-décembre 2016, 167, p. 136.

donc pas comportementale (l'EI en tant qu'identité) mais stratégique (l'EI en tant que mode opératoire). Dans *War, Religion, and Empire*⁸ Andrew Philips avance l'idée que les ordres internationaux sont détruits à la suite de crises de légitimation, crises illustrées par la désintégration des imaginaires sociaux et l'apparition d'innovations militaires perturbatrices. Ici réside toute l'importance de l'EI en tant que révélateur de changement et non pas simplement producteur de perturbations. Au cœur de cette grammaire changeante des relations internationales émerge la question de la chose étatique et de son contrechamp non étatique. Ces entités et agents qui se multiplient de loin en loin occupant tour à tour territoires ou espaces virtuels, le tout de façon fluide. Et cette hybridité intrinsèque – territorialité et virtualité, poursuite du local et du transnational – fut à la fois la force et la faiblesse de l'État islamique.

En définitive, l'extrémisme d'al-Qaïda a constitué une réorientation stratégique de la violence politique contemporaine qui a dû sa nature fondamentale aux vecteurs de la mondialisation. Al-Qaïda avait été plus l'enfant de la mondialisation que de l'islamisme. Elle a été une organisation triplement post-coloniale, postmoderne et post-mondialisation. Là où les groupes précédents avaient cherché à détruire l'ordre (les nihilistes et les anarchistes), capter (les mouvements de libération nationaux) ou usurper (les révolutionnaires des années 1970) la fonction étatique, al-Qaïda a cherché à transcender l'État (moyen-oriental et nord-africain) le rendant obsolète dans son projet de direction politique et lui substituant la primauté du mode martial. Son discours fut non pas « l'État, c'est moi », mais bien plus « la guerre, c'est moi ». Une telle autocalapacitation et un tel déplacement étaient éminemment modernes, mais ils recelèrent, tout autant, paradoxalement, les clés des limites d'al-Qaïda qui créa elle-même les conditions de sa disparition – hybridation et évanescence – en invitant les « franchises » à prendre leur envol. La plus mésestimée des conséquences des actions des nouveaux entrepreneurs de violence qu'elle a générée, tel l'EI, est celle de la continuité de la question postcoloniale suivant laquelle, notamment au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, des processus inaboutis de formation d'États depuis un siècle, une conflictualité pérenne depuis les vraies-fausses indépendances et un interventionnisme continu de Suez 1956 à Benghazi 2011, en passant par Bagdad 2003, se sont donné la main synchroniquement pour maintenir les conditions selon lesquelles des frustrations accumulées et renouvelées ont trop facilement trouvé

8. Andrew Philips, *War, Religion and Empire – The Transformation of International Orders*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

une expression dans cette violence insurrectionnelle. Les effets-retours du déversement de cette histoire inachevée s'expriment aujourd'hui à la fois régionalement mais également transnationalement liant organiquement Mossoul et Washington, Raqqa et Paris. Par un retour de bâton, somme toute logique, le reliquat colonial s'est désormais invité au sein même des sociétés occidentales concernées par cet épisode, notamment la France et la Grande-Bretagne, mais également les États-Unis dans le cadre de leur projection impériale depuis l'après-Seconde Guerre mondiale. Le terrorisme lointain est devenu le terrorisme local. À cette insertion, s'ajoutent les inégalités et l'injustice vécues et perçues par les populations issues de la fracture coloniale. Si cette question postcoloniale, inconvenante et inaudible, est demeurée interstitielle, bordée d'amnésies autoproduites, le basculement post-al-Qaïda opéré au début des années 2010 a révélé l'importance qui doit être attribuée à une seconde dimension, à savoir le postmodernisme qu'une entité telle l'État islamique exprima mondialement. De fait, c'est peut-être moins le projet d'étatisation de l'EI qui importera sur le long mais plus l'impulsion donnée à une contestation hybride, syncrétisme mi-identitaire, mi-socio-économique qui s'exprimera sur le long principalement au sein des métropoles du Nord, avec mimétiquement en arrière-fond des oripeaux religieux qui ne sont que cela, à l'image d'un Amedy Coulibaly qui accroche dans sa chambre un drapeau épouvantail de l'EI ou Omar Mateen qui déclare à l'opératrice du 911 à Orlando qu'il est « un soldat du Califat », sans réellement l'être.

Les circulations des contre-interrogations de cette violence émergente décuplent, enfin, l'acuité des conséquences de la réponse étatique. Le terrorisme ne se réduit pas à un face-à-face entre autorités et terroristes. Il s'est répandu dans les vies de tous et déborde sur d'autres thématiques, telles la question migratoire et celle des inégalités sociales et politiques. À la faveur d'actes de portée mondiale et de médiatisation extrême, les questions d'efficacité et de résultats ont, de façon stérilisante, pris le dessus fermant la porte au débat sur la sécurisation en cours qui génère une demande autoritariste rationalisée par la malléabilité de l'argument de « sales guerres ». Restituer le substrat postcolonial évanescent, insérer l'émergence du transnational postmoderne et interroger les effets sociétaux diffus du tout sécuritaire sont parmi les projets qui peuvent concourir à ensemercer un répertoire de significations plus riche des trajectoires de désintégration et de désintermédiation du terrorisme contemporain.